SON P-DG L'AFFIRME :

«*El Khabar* n'est pas à vendre»

Ameur Mahieddine, président-directeur général d'*El Khabar*, a démenti, hier, les informations relatives à la vente du groupe de presse. Aucun des 18 actionnaires n'a, selon lui, l'intention de céder ses parts.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -L'information faisant état du rachat d'*El Khabar* par le groupe Cevital, propriétaire du quotidien *Liberté*, n'est qu'une «rumeur». Ameur Mahieddine, premier responsable de ce groupe de presse, a formellement démenti, hier, ce qu'il considère être de la «pure intox». «*El Khabar* n'est pas à vendre. Que les choses soient claires : au jour d'aujourd'hui, aucun des 18 actionnaires n'a l'intention de vendre ses parts et nous n'avons reçu aucune proposition de qui que ce soit. Ni le code du commerce ni les statuts de l'entreprise ne permettent une cession des actions à une personne étrangère au collectif des actionnaires. Depuis le premier jour, ce collectif est composé de journalistes et de professionnels de l'information, et cela n'est pas près de changer», a-t-il insisté. «Cette histoire de vente n'est pas nouvelle. Nous avons déjà été confronté à une telle situation au courant des années 1990.

A l'époque, on avait déjà avancé le nom de Cevital puis, quelques années plus tard, celui du groupe Orascom. Nous avons constaté qu'à chaque fois que l'entreprise avance, certains tentent de la bloquer en faisant dans la désinformation», dira, pour sa part, Athmane Senadjki, rédacteur en chef du quotidien arabophone.

Quant à savoir s'il existe une relation entre «ces rumeurs» et l'approche de la présidentielle, de 2009, Ameur Mahieddine estime qu'*El Khabar* est avant tout un «quotidien d'information». «*El Khabar* n'est pas un journal partisan ou d'opinion, c'est un quotidien d'information. Ce n'est pas non plus un parti politique ou un instrument entre les mains de clans.»

T. H.

POUR TENTER DE BOOSTER LE TOURISME

Rahmani promet moins de bureaucratie aux investisseurs

Cent onze investisseurs nationaux ont reçu hier le feu vert pour le lancement effectif de leurs projets. L'opération parrainée par Chérif Rahmani va permettre l'implantation de projets dans six pôles d'excellence touristique.

Les différents projets vont permettre la création de 11 000 nouveaux lits, 16 000 emplois avec un chiffre d'affaires de 6 milliards de DA et un investissement qui avoisine les 32 milliards de DA. La majorité des projets concernent les régions nord du pays, avec une préférence affichée pour le tourisme balnéaire.

Le partenariat que propose Rahmani aux investisseurs repose sur ce qu'il appelle le partenariat «gagnant- gagnant» qui selon les termes du contrat signé entre les deux parties oblige l'investisseur à «mobiliser les moyens de financement nécessaires à la réalisation de leur projet dans les délais souscrits, de veiller au respect des lois et règlements relatifs aux normes d'urbanisme, d'environnement et de qualité et de faciliter l'accessibilité aux établissements touristiques et hôteliers».

De leur côté, les pouvoirs publics s'engagent à accompagner les investisseurs en formant leur personnel et en insérant leurs établissements dans les circuits touristiques à proposer aux marchés nationaux et étrangers.

Le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme croit dur comme fer que grâce à ces investissements, il pourra «inverser le courant de méfiance et de pessimisme». Pour y arriver, il a demandé aux responsables locaux de faire tomber toutes les entraves bureaucratiques que rencontrent encore les investisseurs.

N. I.

DEVANT LA CRISE QUE CONNAÎT LA FILIÈRE LAIT

Les producteurs demandent une nouvelle stratégie

Les professionnels de la filière lait se réuniront du 27 au 29 mai dans le cadre du Salon international du lait et dérivés (Silait) organisé par Comesta Média. Cette manifestation sera, selon ses initiateurs, l'occasion de débattre de la crise que vit cette filière depuis bon nombre d'années et qui se résume en l'insuffisance de la production et les tensions sur les prix de la poudre de lait au niveau international.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour les organisateurs de cette manifestation, il s'agit de relever un challenge qui consiste à apporter une contribution à l'effort consenti pour ce qui est de l'augmentation de la production de lait frais, en réunissant aussi bien les éleveurs que les partenaires en équipements, spécialistes des instituts et entreprises privées et publiques.

Les producteurs et éleveurs demandent pour leur part la révision de la stratégie de soutien de l'Etat. Des discussions sont ainsi en cours au niveau du ministère de l'Agriculture entre éleveurs, collecteurs et transformateurs du lait en vue de trouver de nouvelles mesures de soutien susceptibles d'encourager la production.

Aujourd'hui, alors que les besoins de la population sont estimés à 3,4 milliards de litres par an, la production est seulement de l'ordre de 2,4 milliards de litres. D'où le recours massif à l'importation de la poudre de lait. Ceci d'autant que des 2,4 milliards de litres produits, seulement 250 millions de litres sont collectés, a déclaré le président de la Chambre nationale de l'agriculture du fait que le reste de la production est utilisé pour la consommation au niveau rural et à nourrir les veaux. «Les éleveurs sont obligés de procéder de cette façon du fait que la poudre de lait utilisée pour nourrir les veaux coûte cher à l'importation», souligne le président de la Chambre nationale de l'agriculture.

Pour ce qui est de la production, 19 grandes unités sont en activité ce qui est insuffisant, selon les spécialistes. Ceci alors que l'enveloppe à l'importation est estimée à 1,4 milliard de dollars selon des statistiques de l'année 2007, d'où la revendication des producteurs concernant la révision de la politique de soutien de l'Etat. Lors de ce salon, les éleveurs comptent aussi sortir avec des propositions qui seront présentées au gouvernement et qui permettrait d'entrevoir une sortie de crise.

Pour les professionnels de la filière, la substitution de lait cru à la poudre demeure très insuffisante en dépit de la disponibilité du potentiel. Plusieurs facteurs expliquent ce paradoxe et se résument en l'insuffisance des structures de collecte, le coût élevé de la collecte découlant, ainsi que les insuffisances liées au management de la filière. Les organisateurs du Silait ambitionnent donc de «créer un espace de convergence et d'échange entre les professionnels du lait en vue de remédier au caractère désarticulé de la filière et à la faible structuration de la profession.» Par ailleurs et lors de la conférence de presse tenue hier à la Chambre nationale de l'agriculture, les organisateurs du Silait rappelleront que l'Algérie est le premier consommateur de lait au Maghreb.

F.-Z. B.

SIT-IN DE PROTESTATION DU CNAPEST DE BOUMERDÈS

Le double langage de Benbouzid sur le dialogue avec les partenaires sociaux mis à nu

«Où est notre place dans l'Algérie de "El-Izza ouel karama" ?, lit-on sur une banderole brandie par des représentants des professeurs des lycées de la wilaya de Boumerdès, venus nombreux porter la colère de leurs collègues devant la porte blindée de l'académie que garde fermée un vigile.

Le Cnapest (Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) de la wilaya de Boumerdès a mobilisé hier ses troupes pour observer un sit-in de protestation devant le siège de l'Académie de la ville de Boumerdès.

Cette action est, selon les responsables du bureau de wilaya de ce syndicat, une réponse au refus de la Direction de l'éducation de reconnaître leur organisation. Pour rappel, ce sit-in a été précédé par des démarches du bureau de wilaya en vue d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur ce que les syndicalistes considèrent, par ailleurs, comme un rejet du leur tutelle de dialogue social, meilleur moyen, selon eux, de régler les problèmes qui entravent le fonctionnement normal des établissements de la wilaya. La première démarche du Cnapest est une lettre envoyée au wali dans laquelle, les membres du bureau de wilaya dénoncent «le refus de la Direction de l'éducation de reconnaître le Cnapest, les pressions exercées sur les représentants locaux du Cnapest, le refus de dialogue concernant les difficultés que rencontrent les enseignants dans leur mission quotidienne». Il est question notamment de 45 enseignants qui sont, selon la carte scolaire en sureffectif.

«A ce sujet, nous avons fait plusieurs propositions pour lever cette contrainte mais devant la persistance de la direction à fermer les portes du dialogue, le problème demeure en suspens», clame Boudiba Messaoud, nouveau coordinateur du Cnapest de Boumerdès. Les syndicalistes fustigent, par ailleurs, l'académie pour le peu de considération manifestée à l'endroit des enseignants. Le responsable du bureau de wilaya du Cnapest cite le cas des fonctionnaires qui viennent résoudre leurs problèmes au niveau de cette direction «Nous refusons que des enseignants chargés de former des citoyens soient traités comme des moins que rien et reçus dans une cave», s'indigne-t-il, et d'ajouter en pointant le doigt vers le bâtiment de l'éducation. «C'est la maison des enseignants. Ils sont en droit d'être traités dignement.»

Le chargé de communication du bureau de wilaya du Cnapest, Salhi, ajoutera : «Nous sommes un syndicat légal. Nous sommes représentatifs. Nous exigeons d'être considérés comme tels !» Il semblerait que la Direction de l'éducation de la wilaya de Boumerdès refuse le dialogue avec ce syndicat qui, effectivement, est le seul qui peut réellement mobiliser, les observateurs locaux l'ont constaté depuis bien longtemps. Pis encore, les protestataires nous ont fait part de représailles contre des délégués syndicaux dont celui du lycée de Boudouaou qui a été, selon eux, réprimé sans aucune explication. «La directrice de l'éducation nous a supprimé depuis plusieurs années la possibilité de nous réunir dignement dans un local de l'éducation et, en dépit des instructions ministérielles, refuse de nous attribuer un local.» C'est malheureusement le paradoxe algérien : un syndicat qui ne vit que grâce à l'argent soutiré de force aux enseignants et qui n'est pas en mesure de réunir 10 adhérents dans toute la wilaya jouit de locaux et de commodités alors que les syndicats du terrain sont marginalisés. En compagnie de plusieurs confrères, nous nous sommes rapprochés de cette Direction de l'éducation. Derrière sa porte blindée, le vigile nous a déclaré que ni la Directrice de l'éducation ni son secrétaire général n'étaient en place. Par cette sortie publique, force est de constater que les professeurs tirent une fois de plus la sonnette d'alarme à la veille d'une échéance (baccalauréat 2008) cruciale pour des milliers de lycéens alors que la tutelle prône un discours d'ouverture et de dialogue pour éviter des arrêts de travail répétitifs préjudiciables aux élèves, mais ses structures décentralisées font tout juste le contraire.

Abachi L.